

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES 2021/06

MARCHE POUR L'ELABORATION ET LA CREATION D'UN SITE DE DESTINATION POUR LE PARC NATUREL REGIONAL DE CAMARGUE

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché est un marché pour l'élaboration et la création d'un site de destination pour le parc naturel régional de Camargue.

1.2 – Procédure de consultation :

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée, il est passé selon les dispositions de l'article 2123-1 du code de la commande publique.

1.3- Lieu d'exécution

Parc naturel régional de Camargue
Mas du Pont de Rousty
13200 Arles

1.4 Décomposition en phases :

La prestation est divisée en 2 phases :

Phase 1 : L'élaboration de la stratégie web

Phase 2 : La réalisation du portail

1.5 Décomposition en tranche :

Aucune décomposition en tranche n'est prévue.

1.6 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du présent marché se situe entre 8 et 9 mois maximum.

1.7 Calendrier prévisionnel :

Le marché s'exécutera à compter de la notification du marché.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est prévue au plus tard le 28 janvier 2022, et la fin du délai d'exécution est prévue au plus tard le 28 octobre 2022.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le mémoire technique
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres

Article 3 : Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage. L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies dans le code de la commande publique.

Article 4 : Co traitance

En cas de co traitance, l'acte d'engagement indique les parties des prestations à la charge de chacun des co-traitants.

Article 5 : Prix du marché

5.1 Prix

Les prix sont fermes et non actualisables. Le montant du marché est fixé à l'acte d'engagement.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés en TTC et en HT. Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix sont réputés complets, ils comprennent toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations (déplacements, hébergements éventuels) et toutes les charges fiscales ou autres frappant la prestation.

5.2 Règlement des prestations

Les prestations se dérouleront comme suit :

Prestations attendues phase 1	Livrables associés	Pourcentage rémunération
<ul style="list-style-type: none">-Organisation de 2 journées de travail avec le PNRC et réalisation d'un état des lieux assorti d'une définition des objectifs.- Présentation des propositions au PNRC concernant l'organisation du menu principal de la plateforme via des réunions de suivi organisées de manière hebdomadaire.	Un rétro planning pour la construction de la plateforme, ajusté en fonction de la stratégie définie.	
	Un rapport rédigé qui présentera la synthèse sur la stratégie.	
	Une maquette illustrant la plateforme de la destination.	
	L'ajustement du rétro planning .	20%

Prestations attendues phase 2	Livrables associés	Pourcentage rémunération
- Identification des mots clés les plus pertinents pour être le mieux référencés sur internet. .	Le rapport technique de l'audit de la concurrence	<u>20%</u>
-Création de l'outil et de son environnement graphique en intégrant les éléments stratégiques validés lors de la phase 1.	La création de la plateforme avec le support de cours pour les bénéficiaires de la formation.	<u>60%</u>
-Une journée de formation en interne pour la prise en main de la plateforme par les agents	Le support permettant à la collectivité d'effectuer les mises à jour de la plateforme en toute autonomie tout au long de l'utilisation du dispositif.	

5.3 - Présentation des demandes de paiements

Le dépôt la transmission et la réception des factures sont effectuées exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Les factures devront obligatoirement être remises par le biais de CHORUS PRO.

Les factures afférentes au paiement mentionneront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les coordonnées bancaires ou postales ;
- le numéro du contrat;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la référence du ou des livrables concernés ;
- le montant hors taxe et TTC
- la date de facturation ;

Article 6 : pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, soit dépassement du délai contractuel (entre 8 et 9 mois), les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder a une mise en demeure, le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution des prestations est expire, sous réserve des Stipulations des articles 13. 3 et 22. 4. Du CCAG prestation intellectuelle. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante : $P = V * R / 3000$ dans laquelle : P = le montant de la pénalité ; V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard Ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ; R = le nombre de jours de retard. Une fois le montant des pénalités déterminé, la formule de variation prévue au marche leur est appliquée.

Article 7 : résiliation du marché

La résiliation du marche peut intervenir dans les conditions prévues à l'article 31 du CCAG PI.

Article 8 : règlement des litiges

Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Article 9: dérogation au CCAG-PI

Sans objet.